ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques, le 8 décembre 1993, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant désignation de responsables de la Sûreté de l'Etat", a donné le 14 décembre 1993 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 8 december 1993 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Economische Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende aanstelling van verantwoordelijken voor de Veiligheid van de Staat", heeft op 14 december 1993 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle est justifiée comme suit dans le préambule de l'arrêté en projet :

> "Considérant qu'il est nécessaire d'établir au sein du ministère de la Justice sans délai une nouvelle organisation des fonctions directrices de la Sûreté de l'Etat et ceci avant le transfert de certains services vers le ministère de l'Intérieur".

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se borner à formuler les observations suivantes.

*

Observation générale.

Le projet d'arrêté royal soumis pour avis à la section de législation a pour objet de fixer le statut de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint de la Sûreté de l'Etat.

Ces deux fonctions seront conférées par mandat pour une période de cinq ans, mandat qui peut être renouvelé.

Par le fait que ces fonctions sont attribuées par mandat, le cadre organique du ministère de la Justice ne prévoit pas le grade d'administrateur général ni celui d'administrateur général adjoint de la Sûreté de l'Etat.

Le présent projet anticipe, dans un cas particulier, sur l'arrêté général à prendre relatif à la désignation par mandat dans les administrations de l'Etat.

Il constitue, dès lors, un cas d'application de l'article 6, § 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat. En vertu de l'article 116 du même arrêté, cette dérogation doit être spécialement motivée.

Le préambule du projet d'arrêté doit être complété sur ce point.

Examen du projet.

Intitulé.

L'intitulé serait mieux adapté au contenu de l'arrêté, s'il était rédigé comme suit :

"Arrêté royal portant statut de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint de la Sûreté de l'Etat".

Préambule.

1. Dans le texte français de l'alinéa 1er, on écrira conformément à l'usage :

"Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;".

2. L'alinéa 3 doit être rédigé comme suit :

"Vu le protocole du Comité de secteur III - Justice, daté du 7 décembre 1993,".

3. Le texte néerlandais de l'alinéa 4 du préambule en projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Considérant.

Le considérant motivant l'urgence peut être omis, l'avis du Conseil d'Etat ayant été demandé. En revanche, comme il a été proposé dans l'observation générale, il convient de motiver spécialement les dérogations apportées par le présent projet, au statut des agents de l'Etat.

Dispositif.

Article 1er.

Pour se conformer à la terminologie de la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements, l'article 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er. L'administration de la Sûreté de l'Etat du ministère de la Justice est dirigée par un administrateur général et par un administrateur général adjoint".

Article 2.

Il faut écrire : "... sur la proposition ...".

L'observation vaut également pour les articles 4 et 9, alinéa 1er.

Article 3.

1. Les tirets doivent être remplacés par les subdivisions 1°, 2°, 3°, etc ... .

2. Après le premier tiret, devenant 1°, il y a lieu d'insérer un 2° ainsi libellé :

"2° jouir des droits civils et politiques".

Le texte suivant est proposé pour l'article 3 :

"Art. 3. Pour être désigné en qualité d'administrateur général de la Sûreté de l'Etat, le candidat doit :

1° être Belge;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° être porteur d'un diplôme de docteur ou de licencié en droit, délivré par une université de la Communauté européenne;

4° être âgé de trente-cinq ans au moins et de cinquante ans au plus;".

5° (comme au projet, quatrième tiret);

6° avoir une connaissance approfondie du français et du néerlandais et une connaissance suffisante de l'allemand et de l'anglais;

7° (comme au projet, sixième tiret);

8° (comme au projet, septième tiret)".

Article 5.

L'article 5 appelle, moyennant certaines adaptations, des remarques analogues à celles faites à propos de l'article 3.

Article 6.

Le texte néerlandais de l'article 6 en projet serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 7. L'administrateur général et l'administrateur général adjoint sont placés sous l'autorité directe du ministre de la Justice".

Article 8.

L'article ne fait pas apparaître si les deux régimes d'incompatibilités sont cumulatifs ou s'ils s'appliquent selon le statut d'origine de l'administrateur général ou de l'administrateur général adjoint.

En outre, dans la seconde hypothèse, la situation de l'administrateur général ou de l'administrateur général adjoint justifiant d'une carrière académique n'est pas visée.

Pour éviter toute discrimination qui ne serait pas justifiée par le but à atteindre, il serait préférable de prévoir un seul et même régime d'incompatibilités pour ces deux fonctions, quel que soit le statut d'origine des personnes considérées.

Article 9.

De l'accord du délégué du ministre, à l'alinéa 1er, il convient d'écrire :

"Art. 9. En cas de manquement grave à leurs obligations, il peut être mis fin par Nous, sur la proposition du ministre de la Justice, à la désignation de l'administrateur général ou de l'administrateur général adjoint.

A cette fin, le ministre de la Justice établit préalablement un rapport motivé qui est notifié à l'intéressé.

L'intéressé est entendu ... . Le délai est de quinze jours. Il peut se faire ... .

La proposition ... .

L'intéressé peut introduire ...".

On n’aperçoit pas l’utilité de la deuxième phrase de l’alinéa 5, qui semble faire double emploi avec la phrase précédente. Elle doit être omise.

Article 10.

L’article doit être rédigé comme suit :

"Art. 10. Le statut pécuniaire de l’administrateur général et de l’administrateur général adjoint est fixé par Nous.

Sous réserve des dispositions du présent arrêté et des dispositions applicables en matière de sécurité sociale aux agents qui ne sont pas nommés à titre définitif, le statut administratif des agents de l’Etat est applicable à l’administrateur général et à l’administrateur général adjoint".

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval wordt het in de aanhef van het ontworpen besluit als volgt gerechtvaardigd :

> "Overwegende dat het noodzakelijk voorkomt bij het Ministerie van Justitie onmiddellijk te voorzien in een nieuwe organisatie van de leidinggevende functies voor de Veiligheid van de Staat en dit voor de overgang van bepaalde diensten naar het Ministerie van Binnenlandse Zaken".

*

Gelet op de korte termijn die de Raad van State is toegemeten, moet hij zich bepalen tot de volgende opmerkingen.

*

Algemene opmerking.

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ter fine van advies aan de afdeling wetgeving is voorgelegd, heeft tot doel het statuut van de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat vast te stellen.

Beide functies worden bij hernieuwbaar mandaat verleend voor een periode van vijf jaar.

Aangezien die functies bij mandaat worden verleend, zijn de graad van administrateur-generaal en die van adjunct-administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat niet opgenomen in de personeelsformatie van het Ministerie van Justitie.

Dit ontwerp loopt, voor een bepaald geval, vooruit op het algemeen besluit betreffende de aanstelling bij mandaat in de rijksbesturen dat nog moet worden vastgesteld.

Het valt derhalve onder de toepassing van artikel 6, § 2, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel. Krachtens artikel 116 van ditzelfde besluit moet die afwijking speciaal worden gemotiveerd.

De aanhef van het ontwerp-besluit moet op dat punt worden aangevuld.

Onderzoek van het ontwerp.

Opschrift.

Het opschrift zou beter aansluiten bij de inhoud van het besluit indien het als volgt wordt gesteld :

"Koninklijk besluit houdende het statuut van de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat".

Aanhef.

1. In de Franse tekst schrijve men in het eerste lid, conform het gebruik :

"Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;".

2. Het derde lid moet als volgt worden gesteld :

"Gelet op het protocol van sectorcomité III - Justitie, van 7 december 1993,".

3. In het vierde lid vervange men de woorden "Minister van Openbaar Ambt" door de woorden "Minister van Ambtenarenzaken".

Considerans.

De considerans tot motivering van de dringende noodzakelijkheid mag vervallen, aangezien het advies van de Raad van State is ingewonnen. Daarentegen moeten de afwijkingen die dit ontwerp aanbrengt in het statuut van het

rijkspersoneel zoals in de algemene opmerking is voorgesteld, speciaal worden gemotiveerd.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Om de terminologie in overeenstemming te brengen met die van de organieke wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten, zou het beter zijn artikel 1 als volgt te stellen :

"Artikel 1. Het bestuur van de Veiligheid van de Staat van het Ministerie van Justitie wordt geleid door een administrateur-generaal en een adjunct-administrateur-generaal".

Artikel 2.

Men schrijve : "... op de voordracht van ...".

Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 4 en 9, eerste lid.

Artikel 3.

1. De streepjes moeten worden vervangen door 1°, 2°, 3°, enz.

2. Na het eerste streepje, dat 1° wordt, wordt een 2° ingevoegd, gesteld als volgt :

"2° de politieke en burgerlijke rechten genieten".

Voor artikel 3 wordt de volgende lezing voorgesteld :

"Art. 3. Om aangesteld te worden tot administrateur-generaal van de Veiligheid van de Staat, moet men :

1° Belg zijn;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° een diploma van doctor of licentiaat in de rechten hebben dat is uitgereikt door een universiteit van de Europese Gemeenschap;

4° minstens vijfendertig jaar en hoogstens vijftig jaar zijn;

5° (zoals in het ontwerp, vierde streepje);

6° een grondige kennis van het Nederlands en het Frans bezitten en voldoende kennis hebben van het Duits en het Engels;

7° doen blijken van voldoende ervaring in het behandelen van dossiers inzake de georganiseerde misdaad, spionage en terrorisme;

8° ervaring hebben inzake internationale betrekkingen".

Artikel 5.

Mutatis mutandis kunnen bij artikel 5 soortgelijke opmerkingen worden gemaakt als bij artikel 3.

Artikel 6.

Het zou beter zijn artikel 6 als volgt te stellen :

"Art. 6. De vacatures worden in een bericht in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt. In dit bericht worden de gegadigden opgeroepen hun aanspraken aan te voeren, wordt vastgesteld wanneer de sollicitaties moeten zijn ingediend en bij welke overheid. Voorts wordt beschreven welke functies bij de openstaande betrekking horen en aan welke voorwaarden moet worden voldaan om die functies te kunnen uitoefenen".

Artikel 7.

Het zou beter zijn artikel 7 als volgt te stellen :

"Art. 7. De administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal staan onder het rechtstreekse gezag van de minister van Justitie".

Artikel 8.

Uit dit artikel komt niet tot uiting of beide regelingen betreffende de onverenigbaarheid gelijktijdig van toepassing zijn dan wel alleen van toepassing zijn naargelang de oorspronkelijke rechtspositieregeling van de administrateur-generaal of de adjunct-administrateur-generaal.

In het laatste geval valt de administrateur-generaal of de adjunct-administrateur-generaal met een academische loopbaan overigens buiten de regeling.

Om iedere discriminatie die niet door het beoogde doel wordt gerechtvaardigd te voorkomen, zou het verkieslijk zijn voor beide functies één enkele regeling van onverenigbaarheden vast te stellen, ongeacht de oorspronkelijke rechtspositieregeling van de betrokkenen.

Artikel 9.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in het eerste lid moet worden geschreven :

"Art. 9. Op voorstel van de minister van Justitie kunnen Wij wegens ernstig plichtsverzuim de aanstelling van de administrateur-generaal of de adjunct-administrateur-generaal beëindigen.

De minister van Justitie maakt daartoe vooraf een met redenen omkleed verslag op dat ter kennis wordt gebracht van de belanghebbende.

De belanghebbende wordt over dit verslag gehoord ... . De termijn bedraagt vijftien dagen. Hij kan zich laten bijstaan door een persoon naar keuze.

Het definitieve voorstel ... .

Tegen dit voorstel kan de belanghebbende beroep instellen bij ... volgens de nadere regels bepaald bij ... houdende het statuut van ...".

De tweede zin van het vijfde lid, die de vorige zin lijkt te overlappen, lijkt niet dienstig. Hij behoort te vervallen.

Artikel 10.

Het artikel behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 10. Het geldelijk statuut van de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal wordt door Ons vastgesteld.

Onder voorbehoud van de bepalingen van dit besluit en van de bepalingen inzake sociale zekerheid die van toepassing zijn op de ambtenaren die niet vastbenoemd zijn, is het administratief statuut van het rijkspersoneel van toepassing op de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS,
Madame : J. GIELISSEN, greffier,

De kamer was samengesteld uit

de Heren : kamervoorzitter,
staatsraden,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN. J.-J. STRYCKMANS.